

essentiel de disposer de moyens satisfaisants à cet égard pour que les Canadiens puissent percevoir clairement les dimensions internationales de leurs propres intérêts; sans quoi, ni les citoyens ni les dirigeants du pays ne peuvent agir efficacement sur la scène internationale.

Cet intérêt accru de la part du public a d'importantes répercussions sur la politique étrangère du Canada. Plus des trois quarts des mémoires et lettres que nous avons reçus du public concernaient trois grandes questions : les droits de la personne en Afrique du Sud et en Amérique centrale, la paix et le contrôle des armements, et l'aide au développement. (Voir l'Appendice A à la fin de ce chapitre.) Quel que soit l'intérêt qu'aient suscité jusqu'ici ces grandes questions, le gouvernement devra prendre bonne note de cette évolution qui les place maintenant à l'ordre du jour.

Le comité a par ailleurs été étonné de ne recevoir qu'un seul mémoire sur les relations du Canada avec l'Europe de l'Ouest, aucun sur le Commonwealth ou la Francophonie, et très peu sur nos relations avec l'Amérique du Sud, l'Asie du Sud, la Chine ou l'Europe de l'Est. Interrogés à ce sujet, les spécialistes de chacun de ces secteurs nous ont répondu que la politique canadienne actuelle à l'égard de ces régions répondait de façon générale à leurs attentes. C'est ce qui explique, nous ont-ils dit, qu'ils n'aient pas senti le besoin de nous exposer leurs vues.

Ainsi, l'absence d'observations ou de critiques ne doit pas être prise pour de l'indifférence ou du mécontentement. Il faut simplement en conclure que les aspects de la politique dont personne ne nous a parlé recueillent l'assentiment général ou, à tout le moins, qu'aucun élément de la population ne s'en inquiète outre mesure. De même, le fait que certains aspects de la politique extérieure suscitent de nombreuses observations et critiques ne veut pas forcément dire que la majorité des Canadiens souhaite un changement de politique, mais témoigne plutôt des inquiétudes d'un nombre important de citoyens. Le gouvernement devrait néanmoins y voir matière à réflexion.

À l'ère de la démocratie participative, un gouvernement doit savoir ce que pense la population. Il nous semble que sur certains points le public est devenu une source importante de renseignements et même de conseils sur l'orientation de la politique. En revanche, pour les aspects de la politique extérieure qui ne semblent pas susciter un grand intérêt de la part de la population, le gouvernement devra peut-être agir sans trop connaître l'attitude du public. À la longue, cependant, l'élaboration de la politique étrangère en vase clos à Ottawa comporte des risques politiques.

Principales préoccupations des Canadiens

Les témoignages et les mémoires que nous avons reçus étaient aussi variés que le sont les Canadiens eux-mêmes. Certains exprimaient des préoccupations bien précises, tandis que d'autres avaient un caractère général et théorique. Une partie des mémoires représentaient manifestement un consensus, élaboré soigneusement et graduellement après maintes discussions et non sans compromis. D'autres étaient tout aussi manifestement des commentaires spontanés et très personnels, rédigés et postés quelques heures à peine après la publication de notre annonce. Certaines organisations ayant de nombreuses sections dans les diverses régions du pays semblent avoir encouragé ces dernières à présenter des mémoires séparément, allant même jusqu'à les guider dans certains cas, tandis que d'autres groupes ont présenté un mémoire collectif au nom de l'ensemble de leurs membres. Les membres du comité ont fait l'objet d'une campagne nationale d'envoi de cartes postales au sujet de l'Amérique centrale. Les